



SYNDICAT C.G.T. DES TERRITORIAUX DE ROUEN

23 RUE Bourg l'Abbé 76000 Rouen

Tél : 02.35.00.29.20

E.Mail : territoriauxrouen@free.fr

Rouen le 03/10/19

Déclaration CHSCT du 03/10/19 Intervention CGT sur l'incident LUBRIZOL

La CGT par la voix de ses élus CHST, nous nous permettons de vous alerter sur "l'évènement de Lubrizol" comme le mentionne Mr le DRH dans son courriel de vendredi soir.

Nous considérons que depuis le jeudi 26 septembre 3h00 du matin, un incident majeur s'est déclenché sur le site Lubrizol situé à Rouen, entraînant un gigantesque nuage de fumées noires occasionnant des retombées sur des dizaines de kilomètres avec une odeur de soufre insupportable. Une ville traumatisée, une population et des salariés peu rassurés.

S'agissant d'un site SEVEZO Seuil Haut dont la liste des produits dangereux est connue des autorités, il est difficile de cacher nos inquiétudes pour la population et les agents de la Ville de Rouen.

Lors de sa venue le 1^{er} Ministre a exprimé son souhait d'avoir une transparence la plus totale, sauf que la transparence et la réactivité ont été les grands absents de cette crise.

Les sirènes ont été déclenchées plus de 5 heures après l'incendie alors que la Ville possède des moyens d'alerte. Cerise sur le gâteau la ville nous indique qu'il y a un exercice de sirène le 1^{er} octobre 2019 de 7h à 7h30.

Si la préfecture de Région a pris des mesures de fermetures des crèches et établissements scolaires, de confinement, aucune autre mesure de protection adaptée à un risque majeur n'a été prise dans notre commune.

La préfecture indique que d'après "les premières analyses il n'est pas mesuré de toxicité aiguë" indiquant par ailleurs être "dans l'attente du résultat actualisé des mesures de qualité de l'air sur les principales molécules".

Par le passé, la préfecture de Rouen puis la Ministre de l'Ecologie avaient déjà caché des informations sur les risques encourus notamment lors de l'épisode du nuage du Mercaptan en 2013, sur le même site industriel classé SEVESO, en ne diffusant pas les informations nécessaires sur la composition du nuage et sur les risques pour la population.

C'est un véritable cafouillage pendant une crise majeure liée à une usine SEVESO classée haut risque, nous n'avons rien appris de 2013 nous n'avons pas mis les moyens pour protéger le personnel et la population.

Vous constaterez qu'entre "l'évènement" de Lubrizol mentionné par le DRH et ce que nous considérons comme un incendie majeur, il y a plus qu'une différence de sémantique.

Ceci n'est pas un évènement, mais une tragédie écologique, humaine, industrielle, sanitaire, quoique vous en pensiez.

Comment doit-on comprendre la décision du préfet de fermer les écoles de Rouen Jeudi et vendredi, et comment doit-on interpréter la décision de Mr le Maire, via le courriel de la DG à 19 h 00 "*retour à la normale pour les services municipaux rouennais dès demain vendredi 27 septembre, tous les agents devront être présents à leur poste vendredi matin à l'horaire habituel*".

Les salariés sont inquiets et leur peur devient colère !!!

Mais contradictoirement la DG se voulait rassurante, nous citons *"voici les précautions à observer dans la zone du panache de fumée, qui tend à se diluer :*

-Protéger les personnes les plus sensibles, éviter les déplacements des enfants, personnes âgées, personnes souffrant de pathologies respiratoires...,

-Limiter les activités physiques et sportives en particulier en plein air,

-De légères céphalées d'apparition progressive et/ou irritations de la gorge ont pu être observées. En cas de difficultés respiratoires, de céphalées intenses ou persistantes, contactez le 15,

-Ne pas toucher les retombées de suie, se laver les mains en cas de contact.

Comment accepter que lorsque des agents signalent des maux de tête, des nausées, la seule solution apportée est de dire: *"vous n'avez qu'à vous mettre en arrêt de maladie"*.

Comment peut-on donner des consignes aux agents de la voirie d'intervenir au pied de l'usine jeudi matin sans protection, sans masque et la direction récidive le vendredi en envoyant en heures supplémentaires trois agents pour poser des panneaux de signalisation une fois de plus sans masque, ni protection ?

La catastrophe de Lubrizol n'est pas un incident local, c'est une catastrophe écologique d'ampleur nationale, qui doit être traitée comme telle.

La ville de Rouen a mis en place un processus de filière courte pour la cantine scolaire, quel avenir pour ces producteurs locaux et les produits bio ?

Six ans après nous sommes toujours dans le même débat et toujours avec les mêmes interrogations, doit-on accepter des usines SEVESO à Haut Risque dans nos métropoles avec des centaines de milliers de personnes qui y travaillent ou qui y vivent.

La CGT exige :

-La protection de ses salariés et de tous les utilisateurs des bâtiments municipaux.

-La reconnaissance des accidents de services liés à cet incident majeur (maux de tête, vomissement, difficultés respiratoires,...) et l'imputabilité à l'employeur.

-Le contrôle médical de tous les agents durant les périodes présentes et à venir en fonction des analyses de toxicité.

-Le dédommagement financier ou indemnitaire pour les agents présents ou qui se sont déplacés, qu'ils soient horaires ou titulaires.

-Une commission interne au CHSCT prenant en compte un suivi administratif et médical des agents ayant mentionné des indispositions afin de contribuer à une lecture exhaustive de cet incident majeur.

-Encourager la municipalité à déposer plainte contre X et assignation.

-Des études sur l'environnement ainsi que des analyses sur l'eau potable autres que celles du 26 Septembre et sur la dispersion des fibres d'amiante.

-La reconnaissance en catastrophe écologique.